bien près d'appuyer le fameux *esprit nouveau* de Spuller.

Les événements se sont chargés de me dessiller les yeux.

Avant la Révolution, les cléricaux, sûrs de leur domination, traitant de rêveurs ceux qui pouvaient être assez avisés pour prédire les catastrophes futures, s'endormaient dans le luxe, la paresse et la débauche, tandis que les encyclopédistes et les révolutionnaires de toute espèce travaillaient en déployant l'ardeur des néophytes.

Mais depuis la Révolution, depuis 1870 surtout, les rôles sont changés. Les libres penseurs se sont abandonnés à la sérénité de la quiétude, et les moines ont commencé le travail de termites, qui, sans que rien apparût à la surface, minait la société.

L'affaire Dreyfus, bienfaisante entre toutes par ce qu'elle a fait apparaître au grand jour, nous a montré le danger : la matière explosible à côté de laquelle nous dormions sans défiance, le mont Pelée qui se préparait à jeter parmi nous la désolation et la mort.

J'ai vu cela. Il m'est apparu que ma tranquillité passée était sottise, qu'un péril immense menaçait non seulement la société d'aujourd'hui, mais aussi la société nouvelle qu'elle porte dans ses flancs et dont, malgré elle, il faudra bien finalement qu'elle accouche, et je me suis aussitôt placé à côté de ceux qui ont entrepris la lutte contre le cléricalisme.

Toutefois, je ne me dissimule pas les difficultés de tous ordres qui nous attendent si nous nous arrêtons à mi-chemin. Dissoudre les congrégations non autorisées et respecter les autres est illogique. Elles procèdent toutes du même esprit, et les frères de la doctrine chrétienne qui empoisonnent les jeunes

prolétaires ne sont pas moins malfaisants que les moines et les nonnes dont on ferme les couvents.

D'autre part, quoiqu'on en ait dit, l'habit ne fait pas le moine. Un jésuite de robe courte, un prêtre séculier, un laïque même façonné par la rue de Madrid ne recèle pas dans son enseignement un moindre péril que ne le recélait l'enseignement de ses maîtres. Il inculquera à ses élèves la même haine de la République, de la liberté, du socialisme, les mêmes conceptions imbéciles de la nature qu'on lui a jadis inculquées à lui ; et les générations qui sortiront de ses mains ne le cèderont en rien à la sienne propre. Ce sont les doctrines qui adultèrent le cerveau : ce n'est pas le costume porté par celui qui les développe, et — l'on peut se reposer sur nos bons pères — ils trouveront autant de professeurs qu'il leur en faudra pour continuer leur triste besogne d'obscurantisme et de rétrogradation.

Le seul moyen, sinon d'annihiler, du moins d'amoindrir les effets de leur effort serait évidemment de décréter le monopole de l'enseignement.

M. Waldeck-Rousseau avait bien imaginé, lorsqu'il présidait le conseil des ministres, un système de défense qui tenait le milieu entre le monopole et la liberté. Il avait proposé un stage scolaire dans les lycées, obligatoire à tous ceux qui auraient aspiré à des fonctions de l'État, les personnes qui ne s'y seraient pas soumises devenant de ce chef incapables de les exercer.

Ce projet de stage a disparu sans être discuté. C'est tout ce qu'il méritait. Il était aussi antilibéral, aussi vexatoire que le monopole. Il l'était même davantage, puisqu'en frappant les enfants d'une incapacité pour la faute qu'auraient commise les parents de les éloigner du lycée, il punissait les innocents aux lieu

et place des coupables. En outre il aurait été de nul effet. Les *Pères* auraient ouvert des internats, et c'est eux qui auraient conduit les enfants au lycée chaque jour. Ceux-ci auraient ainsi passé quatre heures par journée d'étude dans les établissements de l'État, et vingt heures dans ceux de la congrégation. Ces vingt-quatre heures auraient largement suffi aux éducateurs catholiques pour détruire le peu d'esprit moderne que les professeurs nationaux auraient essayé de déposer dans leur cerveau.

Le système ne pouvait donc pas être défendu et il ne l'a pas été.

Nous nous retrouvons par suite en face du redoutable dilemme : ou nous conserverons la liberté d'enseigner, et nous arriverons à la constitution plus rapide qu'on ne le pense du monopole congréganiste, ou nous transformerons l'enseignement en service public, et ce dernier système présente malheureusement de nombreux inconvénients sur lesquels je me suis déjà expliqué.

D'abord les jésuites ne tarderont pas à envahir l'Université. C'est déjà fait à moitié, et le travail sera bientôt complété lorsqu'il y aura, à ce qu'il le soit, un intérêt fondamental pour l'Église. Les petites lâchetés incessantes du régime parlementaire seront là pour y aider. Trouvera-t-on souvent des députés capables de résister aux sollicitations de qui assure leur réélection, et des ministres assez intransigeants pour refuser la nomination d'un simple professeur de collège communal au député qui peut par son vote amener la chute du cabinet? J'en doute, connaissant quelque peu les compromissions inséparables du parlementarisme — tout comme de la dictature du reste —, et j'avoue que personnellement je ne voudrais pas être mis à l'épreuve. Je déclare d'avance

que j'y succomberais sûrement, et je ne serais certainement pas le seul.

L'homme de fer qui avait inauguré le Culturkampf anticatholique dans la protestante Allemagne a dû céder lorsque la majorité au Reichstag a dépendu des votes du centre. Il faudrait bien peu connaître les hommes et les choses pour faire plus de fond sur nos assemblées mouvantes que les Allemands n'ont pu en faire sur Bismark.

Tel est le premier inconvénient du monopole. Il rassurera les libres penseurs, qui ne demanderont pas mieux que d'abandonner la lutte dès qu'ils se croiront suffisamment garantis par les institutions, et le clergé régulier ou séculier accomplira d'autant plus sûrement la besogne qu'il se sentira moins surveillé.

D'autre part, nous l'avons déjà dit, si même ce péril à peu près inévitable pouvait être évité, un dogme laïque ne tarderait pas à se substituer au dogme religieux ; ce serait le culte de l'armée, de la propriété privée, de la morale bourgeoise qui dominerait dans nos écoles, et ce nouveau culte n'attendrait pas vingt-cinq ans pour être aussi préjudiciable que l'autre au progrès.

Il est bon d'ajouter que la séparation des Églises et de l'État, si désirable à tant d'autres égards, ne résoudrait en rien le problème de l'instruction publique et de l'éducation.

Que la sécularisation de la société s'accomplisse, jusqu'au bout, que la religion devienne une simple affaire de conscience individuelle, qu'on ne fasse pas payer aux libres penseurs le service d'un culte qu'ils repoussent, c'est si naturel qu'on se demande comment depuis 1870 la routine a pu être assez forte pour empêcher la réalisation d'une réforme si néces-

saire et si complétement en harmonie avec les principes sur lesquels nos sociétés reposent.

Mais de ce que l'Église sera séparée de l'État, ce ne sera point une raison pour permettre aux couvents de pulluler et d'abêtir les populations. Sous couleur de liberté personne ne permettrait aux mormons d'enseigner la polygamie et aux Thugs d'enseigner l'assassinat. Ces cultes ne sont point reconnus par l'État. Par ce côté tout au moins, ils sont dans la situation où se trouveraient après la dénonciation du concordat, les trois cultes qui sont actuellement reconnus chez nous ; et cependant s'ils ouvraient des écoles, et surtout si l'on reconnaissait dans ces écoles une indéniable puissance de multiplication et de prosélytisme, ceux-là mêmes ne seraient pas les derniers à en réclamer la fermeture, qui à cette heure profèrent avec le plus de violence autour des monastères le cri de *Vive la liberté !*

Par conséquent si l'enseignement clérical recèle les graves périls que nous avons signalés, il serait nécessaire de le combattre après comme avant la séparation définitive du spirituel et du temporel.

Nous sommes donc toujours placés en face du problème : obligés, ou de recourir au monopole, ou de demeurer les bras croisés — car c'est demeurer les bras croisés ou faire pire que de prendre des mesures inefficaces qui surexcitent les passions sans nuire à l'ennemi.

Dans ces conditions, personnellement, après avoir nettement pesé le pour et le contre, et après de nombreuses perplexités, je n'hésite plus et je me prononce actuellement pour le monopole.

Ce sera une révolution, et il est rare qu'au moment au moins où elles s'accomplissent, les révolutions ne soient pas bienfaisantes. Celle-ci jettera le désarroi

dans les rangs de nos adversaires ; et avant que le nouveau régime scolaire ait produit tous les mauvais effets qu'on peut en attendre, un quart de siècle se sera écoulé. Pendant ce temps il se sera formé une génération nouvelle qui, grâce au souffle vivifiant de la révolution accomplie, sera plus forte, plus valide, plus affranchie ; l'ennemi sera en grande partie abattu ; et peut-être alors, après avoir traversé cette période intérimaire, sera-t-il possible de revenir à la liberté, de manière à enrayer les conséquences rétrogrades de l'enseignement étataire sans avoir à redouter de faire renaître le péril clérical.

Mais quoi qu'on fasse, il faut bien se dire qu'on ne fait que du provisoire, et qu'on édifie du mauvais pour éviter le pire.

C'est qu'aussi, pas plus en cette matière qu'en ce qui touche à la famille ou au travail, rien de vraiment organique ne peut être réalisé dans notre société capitaliste.

Fourier posait le principe de ce qu'il appelait « le péjoratif en correctif ». Il entendait par là que tant qu'on ne serait pas sorti définitivement de la civilisation pour entrer en harmonie, toutes les prétendues réformes seraient de simples leurres et aggraveraient les maux qu'on se proposerait de faire disparaître en les édictant.

Fourier certainement dépassait la mesure. S'il avait été complètement dans le vrai, il aurait fallu conclure à l'immobilisme. Une société ne pouvant se transformer par un coup de baguette, à la manière de ce qui se passe dans les féeries, aucune modification sociale ne serait à espérer s'il était impossible d'accomplir des progrès partiels et de pénétrer la société d'aujourd'hui de certains organismes qui, en se développant, étouffent les anciens et préparent la société de

demain. Or, les sociétés se transforment : donc Fourier avait tort. Il l'avait du reste implicitement reconnu sans s'en rendre compte, lorsqu'il prédisait une forme de transition, le garantisme, intermédiaire entre la civilisation et l'harmonie.

Mais si le grand réformateur du commencement du siècle dernier se trompait dans l'énoncé absolu de son principe, il aurait eu certainement raison s'il s'était placé sur le terrain du relatif.

Les *correctifs* ne sont pas nécessairement des *péjoratifs*. Souvent, le plus souvent même, les réformes préparent l'avenir et sont fécondes parce qu'elles aident à l'évolution de l'espèce humaine. Mais elles sont toujours provisoires ; elles marquent les poteaux dont on jalonne la route en construction jusqu'à ce qu'elle soit achevée, et ce n'est que dans la future société d'harmonie communiste que les grands problèmes qui nous obsèdent seront résolus.

Au premier chef celui de la religion et de l'enseignement qu'elle donne.

A l'heure où nous sommes, la religion n'accomplit point une œuvre de moralisation individuelle. Loin de moraliser l'individu, elle le démoralise au contraire ainsi que vous l'avez proclamé. — La seule action qu'elle exerce est celle d'une discipline sociale.

Ceux qui la soutiennent, pour la grande majorité tout au moins, n'ont aucune cure du dogme et ne croient pas plus en Jehovah et en Moïse, qu'ils n'ont foi au Christ ou à Mahomet. Mais les possédants veulent conserver leurs privilèges, et ils voient, dans l'enrégimentation religieuse, le frein immatériel qui complète le frein matériel de l'armée et du gendarme. La patrie terrestre et la patrie céleste,

la milice profane et la milice sacrée se donnent ainsi la main pour maintenir l'asservissement des masses.

Aussi, les institutions qui résultent des révolutions d'aujourd'hui deviennent les obstacles qui suscitent les révolutions de demain. A peine un régime nouveau est-il établi, que toutes les forces de réaction l'entourent, le pénètrent, s'évertuent en un mot, et avec succès, à le rendre aussi nuisible que celui auquel il a été substitué.

Les choses changeront probablement lorsque la forme communiste aura fait disparaître l'antagonisme qui existe à cette heure entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif.

Pour nous qui voyons poindre l'avenir, mais qui sommes encore pris dans les mille liens dont le passé a ligotté la liberté humaine, nous ne pouvons songer à faire quoi que ce soit de durable. Vivant dans le provisoire d'une de ces périodes de transition que le grand Saint-Simon avait désignées sous le nom de « périodes critiques », nous ne pouvons que « bâtir sur le sable à l'heure où passe l'Aquilon ». Nous devons nous estimer heureux lorsque nous avons paré au danger le plus menaçant, et ne pas nous laisser aller à scruter trop profondément le problème, parce que nous risquerions de devenir hésitants dans l'action. C'est beaucoup que de vivre. Nos descendants sauront bien briser les organismes construits par nous, comme nous brisons ceux de nos prédécesseurs, s'il advient un jour, ainsi qu'il appert vraisemblable, que ces organismes, après avoir servi un moment le progrès comme les anciens, comme eux, à leur tour, deviennent nuisibles.

Voilà ce qui, à l'heure présente, si j'étais encore

mêlé à la vie active dont l'âge et la mauvaise santé m'ont éloigné, me déciderait à voter le monopole de l'enseignement.

Mais je ne me ferais aucune illusion en le votant. Je saurais qu'en vue d'une nécessité passagère qui en fait au moment actuel un moindre mal, j'édifie une institution mauvaise en soi, et que l'avenir devra détruire.

Quelle sera donc, me demanderez-vous peut-être, l'organisation future?

Il n'est pas facile de se prononcer sur ce point; mais il est en même temps impossible à notre intelligence de ne pas faire effort pour percer les ténèbres qui l'environnent. Pour ma part je crois que la solution du problème sera un jour dans l'enseignement et dans l'éducation confiés à ce que j'appellerai la *famille élargie*.

Les principes que vous avez posés démontrent que la famille, ou pour mieux préciser la mère, devrait, dans notre milieu, être exclusivement chargée du développement intellectuel et du développement moral des enfants, au moins dans les premières années.

Mais à peine le principe posé, vous apparaît l'impossibilité pratique de son application. La famille ne peut être chargée de l'éducation, d'abord parce qu'elle en est, dans l'immense majorité des cas, incapable, ensuite parce qu'elle n'en a pas le temps, enfin par une autre raison que je trouve capitale.

Les parents représentent le passé, les enfants représentent l'avenir. Confier au passé le soin de cultiver l'avenir, c'est rêver l'inconciliable. Le passé ne peut, en vertu de l'instinct de conservation, qu'entraver la naissance et le développement de l'avenir qui doit le tuer et lui succéder. L'éducation par la famille actuelle serait essentiellement rétrograde. L'enseignement doit être donné par les meilleurs, par les plus éclairés, par les hommes dont la mentalité dépasse la moyenne; et ce sont les enfants élevés par ces *aristoï* qui, par une action rétroactive, doivent faire l'éduducation de leurs ascendants au lieu de la recevoir d'eux. Les Chinois, qui font remonter la noblesse au lieu de la faire descendre, ne sont pas aussi sots que généralement on le suppose. Il y a dans cette conception comme un symbole de ce que doit être l'éducation dans les siècles futurs.

Alfred de Vigny a dit excellemment en parlant des aïeux :

> C'est en vain que d'eux tous le sort m'a fait descendre.
> Si j'écris leur histoire, ils descendront de moi.

Mais j'ai parlé de la famille élargie. Je m'explique.

Je crois à un avenir communiste. Mais je ne crois pas à une concentration collectiviste entre les mains d'un pouvoir central. Un tel pouvoir deviendrait plus tyrannique que les plus effroyables despotismes enregistrés par l'histoire, et il ferait certainement regretter l'état actuel si épouvantable qu'il soit.

L'organisme, collectiviste d'abord, communiste ensuite (et sur ce point les écoles collectivistes et anarchistes si profondément séparées en apparence sont plus voisines qu'on ne le croit généralement et qu'elles ne le croient elles-mêmes), ne sera point un organisme centralisé. Ce sera une fédération d'organismes professionnels libres qui constitueront la cellule sociale, c'est-à-dire la véritable famille de nos descendants.

Il y a trente ans environ, en compagnie de son créateur, je suis allé visiter dans l'Aisne, près de Saint-Quentin, le familistère de Guise. Cet établissement s'est, paraît-il, considérablement développé depuis,

et il a tenu toutes les promesses qu'il faisait déjà au moment où j'y recevais l'hospitalité. Mais je ne l'ai plus revu et je n'en puis parler que par ouï dire.

Il me suffit toutefois de rappeler ce que j'ai vu il y a un tiers de siècle. M. Godin — dont la femme commune en biens, poussée par les prêtres, avait entravé l'œuvre par une séparation, en enlevant au mari la moitié de sa fortune — était cependant parvenu à édifier une usine prospère, à laquelle il avait adjoint des habitations saines, coquettes et à bon marché pour les ouvriers.

Il avait en même temps organisé une crèche pour les enfants en bas âge, une école enfantine et une école plus élevée, où les enfants étaient maintenus dans la propreté sous la surveillance d'ailleurs de leurs mères, et recevaient, dès que l'âge le permettait, une forte éducation.

Dans nos familles actuelles, l'émulation est l'un des moyens les plus employés et les plus féconds pour faire d'honnêtes gens. « Jamais notre famille, dit le père à son fils, n'a commis la plus légère faute contre l'honneur. C'est ce qui fait que nous sommes respectés et que nous portons partout la tête haute. J'attends de toi que tu continues cette saine tradition et qu'au lieu de le dilapider par une mauvaise conduite, tu accroisses le patrimoine de probité et d'honneur que je te laisserai et qui vaut mieux que la fortune. »

Cet enseignement est malheureusement contredit par les conversations intéressées, malhonnêtes, sordides, qui montrent trop souvent à nu aux enfants l'âme véritable de leurs parents, et qui les portent à douter des préceptes qui leur sont enseignés. Malgré tout, il constitue ce qu'il y a de mieux certainement dans

l'éducation morale telle que la pratiquent nos familles prolétariennes ou bourgeoises.

A Guise, ce n'est plus le père et la mère qui sont chargés de ce soin ; ce sont les professeurs, les éducateurs choisis parmi les meilleurs, les plus intelligents, les plus dignes. Ce n'est plus la famille qui est mise en cause, c'est le familistère, cet organisme familial d'un degré supérieur. Reprenez le précepte ci-dessus, bornez-vous à y remplacer le mot famille par le mot familistère, et vous aurez le type de l'enseignement moral qui était donné à Guise vers 1870.

Et remarquez bien, mon cher Laisant, qu'ici les contradictions que je viens de signaler entre les préceptes formulés par les pères parlant à leurs enfants, et les exemples qu'ils leur donnent, n'existent plus.

A Guise, les pères ne sont plus les éducateurs de leurs enfants, mais leurs élèves. Ayant reçu les notions de l'honneur de professeurs à la hauteur de leur tâche, si les enfants aperçoivent chez leurs père et mère des idées contradictoires aux principes qu'ils ont reçus de leurs maîtres, s'ils les voient se livrer à des actes opposés à la morale qu'on leur a enseignée, ils n'en sont plus conduits au scepticisme et au doute; mais ils sont révoltés de l'infériorité de leurs parents, dont ils se font les éducateurs à leur tour.

Voilà ce que m'a fait voir l'homme de bien que fut M. Godin. « J'ai l'intention, me disait-il, de léguer mon usine et ses dépendances à l'ensemble de mes ouvriers. Mais je ne la leur livre pas encore parce que la population ouvrière qui l'habite la laisserait périr entre ses mains. Elle n'est point au niveau d'intelligence et de moralité qu'elle doit avoir pour gérer et mener à bien cette belle affaire. Il me faut une génération élevée au familistère : celle-là sera digne de me succéder, et elle me succèdera. »

M. Godin a tenu parole, et aujourd'hui la Coopérative de Guise va tous les jours en se développant.

Que les bourgeois ne comprennent-ils tous leur rôle à la manière de M. Godin ! La transformation sociale se réaliserait sans à-coups, sans révolution, sans lutte. Malheureusement les esprits de cette envergure sont rares. L'ignoble intérêt individuel masque aux privilégiés la noble mission qu'ils pourraient accomplir, et il les empêche de goûter la plus grande joie, la joie la plus enivrante que puisse ressentir l'homme : celle de se dire qu'il n'a pas traversé le monde en inutile et que son passage sur la terre a servi à accroître le patrimoine de richesse morale et de bonheur que poursuit avidement notre pauvre humanité.

Quoi qu'il en soit, cet îlot perdu au milieu de la masse des bagnes industriels qui sont chargés actuellement de la production, le familistère de Guise, est un embryon de ce que seront les groupes solidaires et fédéraux, auxquels sera réservée la production dans l'avenir. C'est un de ces organes d'une société future qui s'implantent dans la société actuelle et qui en préparent la transformation.

Je crois donc pouvoir dire que ce qui se passe à Guise au point de vue de l'enseignement nous permet d'apercevoir comme dans une espèce de miroir magique, comment nos descendants résoudront ce capital problème.

Plus d'État, dans le sens actuellement attribué à cette expression ; plus de religion dépressive et abêtissante ; à leur place un pullulement d'organismes vivants, d'associations actives, fraternelles, solidaires, rivalisant entre elles au point de vue de l'éthique et de l'esthétique (et non plus au point vue du lucre) par la beauté de leurs produits — produits au nombre

desquels il convient de placer en première ligne le travailleur, l'homme lui-même.

Liberté dans chacun de ces groupes ! Entre les groupes différents, diversité féconde sans laquelle tout progrès serait arrêté ; voilà l'image que je me fais de ce que sera l'enseignement dans cette société communiste, où nous avons le malheur de ne pas vivre, mais que, grâce aux belles découvertes de la science, et plus heureux en cela que ceux qui nous ont précédés, nous avons la satisfaction de voir déjà poindre à l'horizon.

Voilà, mon cher Laisant, les pensées, les idées que m'ont suggérées vos belles conférences ; et puisque vous voulez bien m'associer à votre travail en les plaçant à côté des développements autrement importants que vous avez donnés vous-même, je vous les livre, heureux et fier d'avoir pu, aux côtés d'un ancien collègue, d'un vieil ami, d'un homme que j'aime autant que je l'estime, contribuer, dans une limite restreinte, à éclairer la question de l'enseignement, question passionnante entre toutes puisque sur elle reposent les destinées de l'humanité.

ALFRED NAQUET.